

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 10 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite] 295

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite]

[Point 25 *]

1. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) rappelle que le débat sur le texte non révisé du projet de résolution uruguayen avait abouti à deux résultats contradictoires: les membres de la Commission ont été pratiquement unanimes à reconnaître qu'un Etat souverain a le droit de nationaliser les ressources de son territoire, mais ils ont exprimé des opinions absolument divergentes sur le point de savoir si l'Organisation des Nations Unies doit affirmer ce droit. Il est facile d'évaluer la mesure dans laquelle l'accord s'est fait au sein de la Commission, car le droit de nationaliser les ressources est incontestablement l'un des attributs de la souveraineté qui peut se comparer au droit de lever des impôts ou de légiférer pour le maintien de l'ordre public, et il ne fait aucun doute que tous les représentants pourraient citer des exemples montrant que leur propre pays a nationalisé des ressources, des industries ou des entreprises de service public sans qu'il y ait eu une sanction internationale préalable.

2. Toutefois, on a demandé, d'une part, pourquoi il serait inopportun de réaffirmer un droit indéniable et, d'autre part, pourquoi l'Assemblée devrait affirmer un droit si largement reconnu. Si un désaccord s'est rapidement fait jour, au sein de la Commission, à propos de la ligne de conduite à choisir, c'est que le droit en question est un droit national et que l'on reconnaît que, pour l'affirmer sur le plan international, il faudrait, le cas échéant, tenir compte de toutes les considérations économiques, politiques et juridiques qui s'imposent. On serait ainsi amené à porter des jugements, non seulement sur la politique des divers pays, mais aussi

sur toute la question des relations économiques internationales.

3. Bien qu'il n'apporte pas de réponses aux grandes questions soulevées, le texte révisé (A/C.2/L.165/Rev.1) a du moins le mérite de les poser expressément. La délégation de la Nouvelle-Zélande espère qu'avant de se prononcer, la Commission va examiner très attentivement les termes du projet de résolution et qu'elle envisagera comme il se doit toutes ses incidences et ses répercussions éventuelles. La Commission a pris dernièrement des décisions en ce qui concerne l'assistance technique, l'aide financière, la réforme agraire et d'autres questions encore, qui présentent toutes un trait commun, puisqu'elles portent sans exception sur les mesures d'ordre pratique qu'il faudrait prendre pour favoriser le développement économique. La délégation de la Nouvelle-Zélande estime qu'il convient de continuer à insister sur les éléments pratiques et que, de ce point de vue, le projet de résolution révisé de l'Uruguay ne résiste pas à l'épreuve.

4. Quel que soit le but véritable de la résolution, on trouvera inévitablement qu'il implique que des réserves sont faites en ce qui concerne l'établissement des conditions nécessaires à l'accroissement des courants de capitaux destinés aux investissements; on ne peut voir dans les recommandations qu'il propose autre chose qu'une calomnie à l'égard d'Etats dont la générosité est en réalité le principal soutien des programmes économiques internationaux.

5. M. Perry croit se rappeler que le représentant de l'Uruguay a déclaré que la reconnaissance du droit de nationalisation, sur le plan international, aiderait à la mise en œuvre des programmes nationaux de développement économique. Sans doute maintient-il toujours cet argument bien que le mot de "nationalisation" ne figure plus dans le texte révisé du projet de résolution. La délégation de la Nouvelle-Zélande ne voit toutefois aucune raison pour jeter le doute sur l'aptitude des Etats souverains à décider eux-mêmes s'ils auraient intérêt à nationaliser certaines industries ou certaines ressources. Il est clair que le projet révisé fait plus que d'affirmer simplement que l'on s'entend à reconnaître le droit souverain des Etats à cet égard. On peut en interpréter les termes de plusieurs façons

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

différentes et, pour cette seule raison, ce texte est critiquable. Il recommande aux Etats de respecter les droits des autres et de s'abstenir de certaines formes de pression. Si cette formule se rapporte au passé, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne peut souscrire au jugement qu'elle implique; si elle doit servir de guide pour l'avenir, ce ne sont pas les termes qui conviennent. Parce qu'il donne à entendre que certains Etats ne respectent pas les droits des autres à moins d'être contraints par une sanction internationale, le projet de résolution est incompatible avec les efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie en vue d'assurer le financement du développement économique.

6. Le projet de résolution laisse également supposer que, dans les pays insuffisamment développés, la nationalisation est un élément indispensable du progrès; la délégation de la Nouvelle-Zélande espère que l'Organisation des Nations Unies s'abstiendra de préjuger l'exercice des droits de chaque pays en formulant une telle assertion.

7. Naturellement, il est vrai qu'il ne faut rien faire pour compromettre l'entente mutuelle et la coopération sur le plan économique, mais le projet de résolution vise nettement certains Etats et M. Perry y voit une manifestation assez particulière de l'esprit de compréhension mutuelle et de coopération. Le projet de résolution ne reconnaît pas les intérêts de ceux qui, par l'apport de capitaux ou le concours de techniciens, ont contribué au développement de certains pays; il ne laisse pas davantage supposer que l'on voudra bien reconnaître les intérêts de ceux auxquels l'Assemblée générale, dans ses résolutions, a si fréquemment demandé une assistance et une aide financière en vue du développement économique.

8. La délégation de la Nouvelle-Zélande estime que le projet de résolution de l'Uruguay ne contribuera pas à favoriser le développement économique et qu'en réalité il compromettra le succès des mesures de coopération internationale que la Deuxième Commission est en train d'examiner. Naturellement, la délégation néo-zélandaise est prête à étudier tout amendement qui pourrait être présenté mais, étant donné qu'elle ne voit pas comment l'adoption du projet de résolution pourrait donner des résultats utiles, elle ne pourra lui donner son appui.

9. M. BUNGE (Argentine) estime qu'en prenant l'initiative d'appeler l'attention de la Commission sur une question d'un si grand intérêt pour le monde contemporain, le représentant de l'Uruguay a agi avec beaucoup d'à propos. Eviter toute déclaration sur des problèmes de ce genre n'est pas toujours la meilleure solution. Il faut donc féliciter les représentants de la Bolivie et de l'Uruguay d'avoir soumis un texte révisé qui respecte l'esprit du projet de résolution original, qui envisage le problème sous tous ses aspects et qui renferme des propositions constructives.

10. Nul ne peut contester le droit pour l'Etat d'exploiter les ressources du pays; cependant, dans la pratique, il ne suffit pas d'énoncer un droit; il faut donner à chaque pays la possibilité d'exercer ses droits. D'autre part, comme il peut arriver qu'un conflit se produise entre l'exercice de deux droits, il faut définir le champ d'application de chaque droit. De plus, un pays a non seulement le droit, mais le devoir d'exploiter librement ses richesses et ses ressources naturelles, afin d'assurer à son peuple un niveau de vie aussi élevé que possible.

La libre exploitation des ressources naturelles est un des éléments essentiels de tout programme de développement économique et l'on ferait obstacle au progrès si l'on ne tenait pas compte de ce droit ou si on le déniait. L'exercice de ce droit n'est pas illimité, il est vrai; il fait l'objet de certaines restrictions, tant sur le plan national que sur le plan international. Les droits des Etats sont limités par la volonté du peuple, qui trouve son expression dans les constitutions nationales. D'autre part, il est inévitable que des Etats différents appliquent à la recherche du progrès des méthodes différentes.

11. Le projet de résolution a suscité des critiques extrêmement diverses. Les nations qui attribuent une grande importance à l'entreprise privée craignent que l'intervention du Gouvernement ne détruise ce qui, d'après leur propre expérience, les a aidées à atteindre la plupart des buts qu'elles s'étaient fixés dans le domaine économique, culturel et social. On a également fait valoir que l'adoption du projet de résolution pourrait nuire à l'établissement d'un climat favorable aux investissements ou empêcher la mobilisation des richesses nationales.

12. Les pays où subsiste encore le système de l'entreprise privée ont sans doute constaté que c'est là le meilleur système; cependant, tous les Etats ont pris, à des degrés divers, des mesures de nationalisation. Les dispositions administratives applicables varient naturellement, comme varie la mesure dans laquelle les Etats ont nationalisé certaines activités. Dans bon nombre de pays, l'Etat intervient maintenant dans certains secteurs pour combler les lacunes laissées par l'entreprise privée.

13. En faisant allusion aux aspects essentiels de la gestion des affaires publiques, le représentant de l'Argentine a voulu affirmer le droit pour l'Etat d'utiliser et d'exploiter librement les ressources naturelles du pays. Il est nécessaire que l'Etat puisse exercer ce droit pour créer une atmosphère de confiance et de sécurité. Les pays dominés par de grandes entreprises qui sapent l'autorité du gouvernement, et les pays appauvris par des monopoles étrangers n'offrent pas un climat favorable aux investissements étrangers. A cet égard, le représentant de la Bolivie a apporté une contribution précieuse au débat, lors de la séance précédente.

14. D'autre part, l'Etat est une entité dynamique, et les théories qu'il applique évoluent constamment. Les concepts individualistes du XIX^{ème} siècle ont cédé la place à des théories qui insistent davantage sur l'intérêt commun. Aux termes de la Constitution de l'Argentine, les critères dont il faut tenir compte sont la justice sociale et le bien commun. La délégation de l'Argentine ne croit pas que le projet de résolution révisé créerait une atmosphère défavorable aux investissements privés. Il est probable que les pays intéressés appuieront le principe de l'investissement privé étranger, si les entreprises étrangères, dans leurs opérations, se conforment à la législation nationale. M. Bunge approuve sans réserve les observations du représentant de Costa-Rica touchant certaines formes d'investissements à éviter (215^{ème} séance).

15. Il ne faut pas oublier que le droit, pour un pays, d'exploiter librement ses richesses et ressources naturelles n'a pas toujours été reconnu. Il a fallu lutter sur le plan international pour faire admettre le principe de la non-intervention. Comme les pays d'Amérique

latine le savent, même le droit pour un gouvernement de percevoir des impôts n'a pas toujours été respecté. Les pays d'Amérique latine ont réaffirmé le principe de la non-intervention en 1933 au cours de la Conférence de Montevideo.

16. Des conflits s'élèvent lorsque les principes élémentaires de l'harmonie internationale ne sont pas respectés, par exemple lorsqu'une pression s'exerce en faveur d'intérêts étrangers. L'entente internationale est compromise lorsqu'une Puissance étrangère intervient à l'appui des capitalistes en vue de leur assurer des privilèges injustifiés dans les pays où ils placent leurs capitaux. Les personnes qui placent des capitaux dans les pays insuffisamment développés doivent courir les mêmes risques et s'exposer aux mêmes inconvénients que les ressortissants de ce pays. La contrainte ou la pression que pourraient exercer les intérêts étrangers, sous quelque forme que ce soit, est absolument illégitime.

17. La délégation de l'Argentine appuie sans réserve le projet de résolution révisé qui offre un moyen de résoudre le problème à l'étude et qui tient compte des besoins des pays dont l'économie est en voie de développement.

18. M. IMRU (Ethiopie) estime que le texte révisé du projet de résolution marque un grand progrès par rapport au texte original et il remercie les auteurs des efforts qu'ils ont faits pour supprimer certains des points qui prétaient à controverse.

19. La décision que prendra la Commission à l'issue du débat n'affectera en rien le droit souverain que tout gouvernement a de mettre à profit et d'exploiter ses ressources naturelles ou de promulguer des lois en vue d'organiser son économie conformément aux besoins et aux intérêts nationaux. La nationalisation est certes un moyen d'exploiter les ressources naturelles. Cependant, la Commission n'examine pas au fond la question de la nationalisation, mais celle du droit des peuples de mettre à profit leurs ressources naturelles. Personne ne conteste ce droit et l'on peut se demander s'il est nécessaire que l'Assemblée générale le réaffirme; en effet, on risque, en le réaffirmant, de susciter certains doutes sur ce droit.

20. Tout gouvernement a le droit, si besoin est, de fixer les limites des secteurs publics et privés de l'économie et de promulguer des lois pour les réglementer. On ne peut contester à un gouvernement le droit de nationaliser des entreprises. Mais, si un gouvernement exerce ce droit, il devient par là-même responsable des conséquences de sa politique, en particulier du versement des indemnités voulues.

21. Le dispositif du projet de résolution révisé soulève une question importante qui mérite un examen attentif: en effet, des différends peuvent s'élever lorsqu'un pays adopte une politique qui affecte les intérêts des ressortissants de certains autres pays ou lorsqu'une Puissance étrangère exerce une pression illégitime sur l'économie d'un pays insuffisamment développé. La recommandation formulée dans le dispositif mérite d'être appuyée par la Commission, car elle tend à créer un climat de respect entre les nations et tient compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui est énoncé dans la Charte.

22. Si la délégation de l'Ethiopie craignait que le projet de résolution n'ait pour effet de décourager les investissements de capitaux privés étrangers, elle ne

l'appuierait pas. M. Imru est convaincu que les étrangers qui ont investi des capitaux en Ethiopie ont connaissance des principes sur lesquels repose la législation de son pays et de la politique suivie par son gouvernement. Ce n'est pas en adoptant une attitude négative que l'on peut attirer le capital étranger. M. Imru a déjà exposé devant la Commission les mesures que son gouvernement a prises pour attirer les investissements étrangers; ces mesures donnent une meilleure idée de la politique suivie par son gouvernement que l'attitude que ce gouvernement pourrait prendre à l'égard du projet de résolution. Toutefois, s'il était possible d'apporter au projet un amendement qui dissiperait les craintes que l'on a déjà exprimées au sujet d'une réduction possible de l'apport des capitaux étrangers, la délégation éthiopienne l'examinerait favorablement. Le projet de résolution est insuffisant, car il ne mentionne pas les obligations telles que le paiement d'indemnités appropriées. Il serait donc préférable de renvoyer l'examen de la question à la prochaine session de l'Assemblée générale.

23. M. P. CHENG (Chine) déclare que sa délégation a examiné le projet de résolution avec tout l'intérêt qu'il mérite. Il reconnaît pleinement que tous les Etats Membres doivent respecter le droit des autres d'exploiter et de nationaliser, s'ils le jugent bon, leurs richesses naturelles. Il estime même que ce principe peut s'appliquer aux industries essentielles aussi bien qu'aux ressources naturelles.

24. Au cours du siècle dernier, le Gouvernement chinois a été obligé d'accepter et même de solliciter les investissements étrangers pour mettre en valeur les ressources du pays. Bien qu'il n'ait pas eu à se louer de ce mode d'exploitation, le Gouvernement chinois a strictement respecté ses obligations relatives au service des emprunts étrangers. Certes il n'accueillait pas très favorablement les entreprises étrangères mais il ne s'est pas opposé à leurs opérations.

25. Le droit de tout Etat d'exploiter comme il l'entend ses propres ressources n'a jamais été contesté et le représentant de la Chine se demande si une déclaration d'un organisme international peut ajouter ou retrancher à la valeur d'un principe si généralement reconnu. Cependant, c'est une chose d'affirmer qu'un gouvernement a le droit de nationaliser ses ressources, et c'en est une autre de dire qu'il est nécessairement sage et avantageux pour lui de tout nationaliser. La plupart des gouvernements ont nationalisé les services postaux, les mines, les chemins de fer et les services publics; il en est qui ont nationalisé les industries essentielles comme l'industrie sidérurgique et les charbonnages; d'autres sont allés encore plus loin. Le point exact où il convient de s'arrêter dépend de différents facteurs et il est impossible d'appliquer une règle unique à tous les pays. En outre, lorsqu'un gouvernement impose la nationalisation à des entreprises étrangères opérant dans le pays, la question est encore plus compliquée du fait des obligations contractuelles, du paiement des indemnités et même de considérations touchant au prestige national.

26. Au stade actuel de son développement économique, la Chine a délibérément opté pour la nationalisation. L'épargne privée disponible ne pouvait fournir les capitaux nécessaires aux services publics, aux industries lourdes, aux transports et aux télécommunications. Le Gouvernement chinois estime que les ressources du

pays doivent être exploitées au bénéfice du plus grand nombre, mais il reconnaît que dans certains domaines l'entreprise privée présente des avantages. Le Gouvernement chinois a eu de la chance de ne rencontrer aucune entreprise étrangère à Formose. Il est cependant intéressant de se demander jusqu'à quel point il nationalisera les entreprises intérieures. Le Gouvernement de la Chine possède et dirige non seulement l'industrie minière et les communications, mais aussi presque toutes les entreprises productrices d'énergie électrique et d'engrais, les raffineries de pétrole et l'industrie sucrière, 70 pour 100 de l'industrie textile et une fraction importante des industries du ciment, du papier et des industries chimiques. Le Gouvernement de la Chine s'inspire du principe que les industries doivent fonctionner pour le bien de toute la communauté et non pour le bénéfice de quelques-uns et, dans ce pays où les techniciens sont rares, l'intervention du gouvernement a permis de réaliser une certaine économie de main-d'œuvre. Le gouvernement s'emploie actuellement à dénationaliser certaines industries légères du pays; quant à savoir jusqu'à quel point il doit aller dans cette direction, seule l'expérience acquise permettra de le dire.

27. Dans le projet de résolution révisé, on n'a pas utilisé le mot "nationalisation", mais il est évident que le principe est en cause. Il n'y a aucune raison pour qu'un Etat ait recours à des moyens de pression, sauf si ses intérêts ont été lésés du fait qu'un autre pays a nationalisé certaines entreprises. La question de la nationalisation en tant qu'instrument économique est une question très complexe dont il est impossible d'envisager tous les aspects de façon satisfaisante dans une résolution des Nations Unies. Le représentant de la Chine estime donc que le projet de résolution mérite d'être étudié plus qu'il n'est possible de le faire à la présente session. L'expression "pression directe ou indirecte", notamment, est beaucoup trop vague. Il ne serait pas judicieux de prendre une décision hâtive sur la question.

28. M. BAUER PAIZ (Guatemala) fait valoir que le projet de résolution uruguayen (A/C.2/L.165 et Corr.1 et 2) et l'amendement bolivien (A/C.2/L.166) ont trait au développement économique des pays insuffisamment développés, mais que plusieurs délégations les ont combattus sous le prétexte qu'outre leur objectif économique, ces textes auraient un but politique. Entre autres arguments les plus fréquemment avancés, il a été dit que le droit de chaque Etat de nationaliser et d'exploiter librement ses ressources naturelles est inhérent à sa souveraineté, et qu'il n'appartient pas à l'Organisation des Nations Unies d'affirmer ce principe sur le terrain de l'indépendance et du développement économiques. On a prétendu qu'une déclaration de principe annulerait l'effet d'autres résolutions qui reconnaissent l'importance du capital privé dans le développement économique et découragerait les détenteurs de capitaux privés. On prétend aussi qu'il est contraire à la coopération internationale d'encourager un esprit de nationalisme, particulièrement au moment où les peuples du monde prennent plus que jamais conscience des liens qui les unissent dans la société. On a même affirmé que l'adoption du projet de résolution affaiblirait le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en imposant aux pays une politique

d'expropriation qui pourrait n'être pas conforme à leurs vœux.

29. A propos du premier argument, il est intéressant d'analyser les méthodes de financement que les pays insuffisamment développés comptent utiliser pour assurer leur développement économique et social. La Commission a rapidement traité la question en examinant le document A/C.2/L.170 et elle a constaté combien il était difficile de recourir au capital public international pour financer le développement des pays insuffisamment développés. La création d'une société financière internationale et d'un fonds spécial exigeront beaucoup de temps et plusieurs années s'écouleront avant que ces institutions puissent fournir l'aide financière qu'on attend d'elles. La Commission sait également que l'apport des capitaux privés est insuffisant, et c'est pourquoi elle a adopté le second paragraphe du dispositif de la partie C de la résolution dont le texte figure au document A/C.2/L.170.

30. Etant donné que les pays insuffisamment développés seront longtemps dépourvus de capitaux privés intérieurs et extérieurs, et de capitaux publics, nationaux ou internationaux, l'orateur ne voit pas pourquoi l'on empêcherait ces pays de rechercher d'autres solutions qui n'enlèvent rien à la valeur de l'aide financière. On ne peut malheureusement nier que dans bon nombre de pays le capital privé n'a pas efficacement contribué au développement économique et social, et qu'il a souvent servi à exploiter et appauvrir ces pays, tout en enrichissant des minorités privilégiées; dans certains cas, il a même provoqué l'épuisement des ressources naturelles, la sortie des devises et l'intervention dans les affaires intérieures. Enfin, le capital privé est devenu une force égoïste de toute-puissance qui a démembré l'économie des pays où les investissements se sont faits.

31. M. Bauer Paiz ne veut pas dire qu'il en soit ainsi de tous les investissements. Il apprécie pleinement les avantages offerts par le capital privé lorsque les investissements répondent à un minimum de conditions légales et tiennent compte des intérêts des populations en cause. Il convient de distinguer nettement entre le capital privé ou public nuisible aux pays où se font les investissements et le capital qui est investi au profit de ces pays. Les pays qui subissent l'exploitation économique de puissances d'argent doivent rechercher des remèdes convenables, la nationalisation entre autres. Telle a certainement été l'opinion de la Commission lorsqu'elle a accepté l'amendement du Guatemala (A/C.2/L.172) au projet de résolution présenté par le groupe de travail (A/C.2/L.170). La réciproque de la suggestion formulée dans l'amendement du Guatemala est également vraie: le capital privé qui ne contribue pas à l'amélioration de la structure économique des pays insuffisamment développés ainsi qu'à leur progrès économique et social est indésirable.

32. Pour ce qui est de l'affirmation selon laquelle il n'est pas souhaitable d'éveiller des sentiments nationalistes ou de porter atteinte au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, M. Bauer Paiz fait observer que ceux qui appuient le projet de résolution uruguayen n'ont pas songé à encourager le chauvinisme ni à imposer aux Etats des méthodes que ceux-ci ne jugeraient pas convenables. Mais, conformément au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Etats qui le jugent opportun et nécessaire devraient

avoir la possibilité de prendre des mesures appropriées pour exploiter librement leurs ressources naturelles.

33. L'orateur appuie sans réserve le projet de résolution révisé parce qu'il offre une heureuse solution et parce qu'il place convenablement le problème sur le plan économique. Des termes tels que le mot "nationalisme", qui donnaient lieu à controverse, ont été supprimés. La recommandation formulée dans le dispositif repose sur un principe très important dont les pays insuffisamment développés pourraient s'inspirer pour accélérer leur développement économique et social et pour exploiter leurs ressources naturelles, à l'abri des pressions extérieures, ce qui leur permettrait de jouer leur rôle dans la coopération économique internationale et dans la recherche du bien-être général.

34. M. KATZ-SUCHY (Pologne) rappelle qu'au cours de la discussion sur le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162 et Rev.1), il a souligné que les pays insuffisamment développés revendiquaient de plus en plus la reconnaissance de leurs droits et l'accès à la place qui leur revient dans l'économie mondiale. Le débat actuel prouve à nouveau qu'ils aspirent de plus en plus à l'indépendance dans le domaine économique; même si le projet de résolution révisé proposé par la Bolivie et l'Uruguay ne devait pas avoir d'autre résultat que cette discussion, il n'aurait pas été inutile.

35. La délégation polonaise note que bien des points du projet de résolution initial ont été supprimés dans le texte révisé. Plusieurs formules autour desquelles avait tourné le débat n'y figurent plus et le projet se borne maintenant à réaffirmer des principes déjà reconnus. Cependant, comme le projet révisé énonce, au sujet du développement économique, des principes généraux auxquels sa délégation a toujours souscrit, elle votera pour ce projet en dépit de ses lacunes et de ses imperfections.

36. Le représentant du Chili a essayé de présenter les interventions de certaines délégations, celle de la Pologne et de l'URSS par exemple, comme de diaboliques tentatives en vue de diviser le monde et d'écarter la discussion des problèmes véritables pour la faire dévier vers la propagande politique. L'examen le plus sommaire de l'attitude des délégations de l'URSS et des démocraties populaires suffit à prouver qu'elles n'ont jamais manqué de se joindre à tout effort entrepris en faveur d'une collaboration économique véritable, et bien des problèmes, y compris ceux de la situation économique mondiale, ont été discutés sur leur initiative. En outre, les principes du développement économique général adoptés par le Conseil économique et social ont été beaucoup améliorés par plusieurs amendements de ces délégations auxquelles on prête des intentions sinistres et inavouées.

37. Si l'on étudie les relations économiques de la Pologne, on peut constater à quel point ce pays a favorisé la collaboration économique dans les échanges mondiaux et voir également d'où proviennent les difficultés. Les Etats-Unis, qui fomentent actuellement la guerre économique et aident les exploitants et les profiteurs à ruiner l'économie des pays insuffisamment développés, ont imposé leur politique discriminatoire en matière d'échanges internationaux, même dans l'accord relatif au cuivre chilien.

38. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution révisé.

39. M. TAYLOR (Canada) déclare qu'il ne peut appuyer le projet de résolution révisé, malgré l'ingéniosité des modifications que ses auteurs y ont apportées et malgré l'éloquence de ses défenseurs.

40. Le nouveau texte semble admettre que la direction des affaires économiques doit nécessairement être centralisée par les pouvoirs publics, ce qui est peut-être souhaitable dans certains pays, pour certaines branches d'activité économique et à un certain degré de développement, mais c'est à chaque pays qu'il appartient d'en décider. Il ne peut pas accepter que l'idée d'un mécanisme particulier soit érigée en principe universel; la propriété privée et la propriété publique ne représentent ni l'un ni l'autre des principes éternellement et universellement valables.

41. Au Canada, l'Etat possède et gère un grand nombre d'entreprises, notamment les chemins de fer, la production de l'électricité, le téléphone, la radiodiffusion et la télévision. Certaines provinces canadiennes possèdent et gèrent des entrepôts frigorifiques et des installations de congélation de poisson. Cependant, ces secteurs de l'économie sont devenus publics non pas en application d'un principe général, mais parce que l'approbation publique a paru un moyen judicieux et efficace d'assurer certains services. L'expérience du Canada étant différente selon les régions et les provinces, le Gouvernement canadien ne s'est pas permis d'indiquer à d'autres pays comment ils devraient gérer leurs affaires économiques. Bien que nettement prédisposé en faveur de la propriété et de l'entreprise privée, le Canada n'a jamais hésité à pratiquer une politique d'appropriation publique lorsqu'elle lui paraissait opportune.

42. La Commission accomplit le meilleur de son œuvre lorsqu'elle discute de questions générales et procède à des échanges de vues et de données d'expérience, mais on enlève parfois leur utilité à ces discussions en essayant de donner une application universelle à des résolutions particulières. La Commission pourrait très bien envisager des discussions générales sur toutes propositions qui lui sont soumises sans chercher à adopter des résolutions précises; ces discussions ont l'avantage d'éclairer l'opinion publique et de ne pas aggraver les désaccords.

43. Pour ce qui est du dispositif du projet de résolution révisé, M. Taylor, tout en admettant qu'il puisse être opportun de recourir à certaines mesures de nationalisation dans certaines circonstances et dans certains pays, ne peut accepter que l'exploitation par l'Etat des richesses et des ressources naturelles soit présentée comme étant la condition indispensable du progrès et du développement économique. Il ne comprend pas non plus le sens de l'invitation à "s'abstenir de toute pression directe ou indirecte". L'une des fonctions essentielles d'une ambassade ou d'un consulat est certainement de favoriser et de protéger les intérêts des pays que ces organismes représentent; une grande partie de l'activité diplomatique normale consiste à faire des représentations et à négocier des accords. La discussion et la négociation sous toutes ses formes sont des méthodes admises pour résoudre les conflits internationaux.

44. Pour ces raisons, et pour celles que sa délégation a invoquées à la 232ème séance, M. Taylor ne pourra pas appuyer le projet de résolution révisé.

La séance est levée à 12 h. 25.

